

Cahier des Clauses Administratives Particulières

A] INFORMATIONS ESSENTIELLES DU CONTRAT

Marché numéro	<i>(si non renseigné ici : figure dans le courrier de notification)</i>	
Objet du marché	ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE EN MATIERE D'ASSURANCES CONSTRUCTION - BATIMENT CONVERGENCES 1 SUR LE SITE PRINCIPAL DU CHU D'ANGERS	
Référence consultation	DTEM25MAPA019AMO_ASSUR_CVG1	
Mode de passation	Procédure adaptée, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique.	
Etablissements concernés	CHU d'Angers	N/A
Référent administratif	Sophie PIGNON, Attachée d'Administration Hospitalière Direction de la Gestion du Patrimoine CHU d'ANGERS 02 41 35 38 50 dtem@chu-angers.fr	N/A
Référent technique	Sophie PERRIDY, Ingénieur Travaux Direction de la Gestion du Patrimoine CHU d'ANGERS 02 41 35 38 50 dtem@chu-angers.fr	N/A
Forme du contrat	Marché ordinaire	Article 4 -
Allotissement	NON	Article 3 -
Durée initiale du marché	60 mois	Article 7 -
Reconductions	NON	7.2

B] IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

(coordonnateur en cas de groupement de commandes)

Désignation	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE D'ANGERS	
N° TVA intracommunautaire	FR0G264900036	
N° SIRET	CHU Angers : 264 900 036 00015	
Renseignements facturation	Code service : ATRAV	
Représentant de l'acheteur	Par délégation de la directrice générale, M. Thibaud ARNAULD DES LIONS, directeur des achats du GHT 49	
Désignation du comptable assignataire des paiements	Trésorerie Principale centre hospitalier universitaire d'Angers 4, rue Larrey 49 933 ANGERS CEDEX 9	
Mois de remise des offres (M0)	Juillet 2025	

<u>ARTICLE 1 - PARTIES AU CONTRAT</u>	5
1.1 ACHETEUR	5
1.2 TITULAIRE	5
<u>ARTICLE 2 - DESCRIPTION DU MARCHE</u>	5
2.1 OBJET DU MARCHE	5
2.2 REPARTITION DES COMPETENCES DE L'ETABLISSEMENT SUPPORT ET DES ETABLISSEMENTS PARTIES DU GHT 49	6
<u>ARTICLE 3 - DIVISION EN LOTS ET VALEUR ESTIMEE</u>	6
<u>ARTICLE 4 - FORME DU MARCHE(S)</u>	6
<u>ARTICLE 5 - DECOMPOSITION DU MARCHE</u>	6
<u>ARTICLE 6 - DECOMPOSITION DU MARCHE EN PARTIES TECHNIQUES</u>	6
<u>ARTICLE 7 - DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION</u>	7
7.1 DUREE INITIALE	7
7.2 RECONDUCTIONS	7
7.3 MARCHES COMPLEMENTAIRES OU DE PRESTATIONS SIMILAIRES	7
<u>ARTICLE 8 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE</u>	7
8.1 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
8.2 PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE DU MARCHE	7
8.2.1 FORME DES NOTIFICATIONS	7
8.2.2 NOTIFICATIONS DU MARCHE ET DE SES MODIFICATIONS	8
8.2.3 NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE	8
8.2.4 NOTIFICATIONS DESTINEES A L'ACHETEUR	8
<u>ARTICLE 9 - CONTENU ET CARACTERE DES PRIX</u>	8
9.1 CONTENU DES PRIX DU MARCHE	8
9.2 PRIX DE REFERENCE DU MARCHE	8
9.3 FORME DES PRIX	8
9.4 VARIATIONS DES PRIX DU MARCHE	9
9.5 APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET AUTRES TAXES REGLEMENTAIRES	9
<u>ARTICLE 10 - AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE</u>	9
10.1 AVANCES	9
10.2 RETENUE DE GARANTIE	10
<u>ARTICLE 11 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</u>	10
11.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	10
11.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	10
11.2.1 REPARTITION DES PAIEMENTS	10
11.2.2 FACTURE ELECTRONIQUE	10
11.2.3 DEPOT DE LA FACTURE ELECTRONIQUE	11
11.3 MODE DE REGLEMENT	11
11.4 TITULAIRE ETRANGER – LANGUE DU CONTRAT	12

<u>ARTICLE 12 -</u>	<u>EMISSION DES ORDRES DE SERVICE</u>	12
<u>ARTICLE 13 -</u>	<u>CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</u>	12
13.1	DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE SERVICES	12
13.2	CONDUITE DES PRESTATIONS	12
13.3	CONTROLE DE LA QUALITE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE	12
13.4	COLLABORATION DES PARTIES	13
13.5	REMISE DES LIVRABLES	13
<u>ARTICLE 14 -</u>	<u>MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU CONTRAT</u>	13
14.1	AJOUT D'UN ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE	13
14.2	AJOUT DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES HORS DPGF	13
14.3	CESSION DU MARCHE	13
14.4	EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE	14
<u>ARTICLE 15 -</u>	<u>SOUS-TRAITANCE</u>	14
<u>ARTICLE 16 -</u>	<u>OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE</u>	15
16.1	CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE	15
16.2	ASSURANCE	15
16.3	DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	15
16.4	SECURITE	16
16.5	REGLEMENT EUROPEEN SUR LA PROTECTION DES DONNEES SECURITES (RGPD)	16
<u>ARTICLE 17 -</u>	<u>OPERATIONS DE VERIFICATIONS</u>	16
17.1	DECISIONS APRES VERIFICATIONS	16
17.2	ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE	17
17.3	RESPONSABILITE	17
<u>ARTICLE 18 -</u>	<u>GARANTIE</u>	17
<u>ARTICLE 19 -</u>	<u>UTILISATION DES RESULTATS – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE</u>	17
<u>ARTICLE 20 -</u>	<u>DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES DE RETARD</u>	17
20.1	DEFINITION DU DELAI CONTRACTUEL	17
20.2	EXIGIBILITE DES PENALITES DE RETARD	18
20.3	CALCUL DES PENALITES DE RETARD D'EXECUTION	18
20.4	PENALITES POUR MAUVAISE EXECUTION DES PRESTATIONS	18
20.5	PENALITES POUR RETARD DANS LA FOURNITURE DE DOCUMENTS	18
20.6	CUMUL	18
<u>ARTICLE 21 -</u>	<u>RESILIATION DU MARCHE</u>	19
21.1	RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE	19
21.2	RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE	19
21.3	RESILIATION POUR MOTIFS D'INTERET GENERAL	19
21.4	RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	19
21.5	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	20
21.5.1	EN CAS D'INEXECUTION DE LA PRESTATION EN COURS D'EXECUTION	20
21.5.2	– APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	20
<u>ARTICLE 22 -</u>	<u>DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT</u>	20

Chapitre I : Généralités

Préambule :

Le Groupement hospitalier de territoire de Maine et Loire (ci-après, le « GHT 49 ») a pour objet de créer les conditions d'élaboration et de mise en œuvre d'une stratégie de prise en charge partagée et graduée des patients, dans le but d'assurer une égalité d'accès aux soins sécurisés et de qualité dans une logique de continuité du parcours de santé.

Les Etablissements suivants sont parties au Groupement hospitalier de territoire de Maine et Loire :

- Centre Hospitalier Universitaire d'Angers
- Centre Hospitalier de Cholet
- Centre Hospitalier de Saumur
- Centre de Santé Mentale Angevin CESAME
- Hôpital Intercommunal du Bugeois et de la Vallée
- Hôpital de la Corniche Angevine
- Centre Hospitalier de Doué-en-Anjou
- Centre Hospitalier Layon-Aubance
- Centre Hospitalier Intercommunal Lys Hyrôme

Une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier Universitaire d'Angers comme établissement support du Groupement hospitalier de territoire de Maine et Loire.

L'article L.6132-3 3° du code de la santé publique dispose que l'Etablissement support du Groupement hospitalier de territoire assure la fonction achats pour le compte des Etablissements parties. L'article R.6132-16 du Code de la Santé Publique dispose que l'Etablissement support est chargé de :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat
- La planification des marchés
- La passation des marchés et des avenants

L'exécution propre du marché reste effective au sein de chaque établissement partie.

Les spécificités de chaque établissement partie sont précisées dans ce dossier de consultation.

De ce fait dans cette consultation, le terme CHU d'Angers désigne l'établissement support du Groupement hospitalier de territoire de Maine et Loire.

Article 1 - Parties au contrat

1.1 Acheteur

Centre hospitalier universitaire d'ANGERS (CHU ANGERS) situé 4 rue Larrey 49933 ANGERS CEDEX 9
Etablissement public de santé,
Etablissement support du Groupement hospitalier de territoire de Maine-et-Loire (« GHT 49 »),
Ci-après désigné « l'Acheteur ».

1.2 Titulaire

Le « Titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. Il est dûment identifié à l'acte d'engagement.

Lorsque le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, l'acte d'engagement mentionne l'identité du mandataire, la composition et la nature du groupement. Si le groupement est conjoint, l'acte d'engagement indique si le mandataire est solidaire ou non, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Pouvoir Adjudicateur.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis à vis du Pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations. Le mandataire assiste à toutes les réunions éventuellement prévues par le marché.

Article 2 - Description du marché

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations suivantes :

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rédaction et la passation du ou des marchés d'assurances construction, ainsi qu'une mission de conseil et d'assistance dans le cadre de la construction du bâtiment CONVERGENCES 1 sur le site principal du CHU d'ANGERS.

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au CCTP.

Il pourra être intégré en cours de marché, après validation d'une offre financière, de nouvelles prestations conformes à l'objet du marché, dans les conditions décrites à l'article 14.2 du CCAP. Ces intégrations ne donneront pas lieu à la passation d'un avenant.

L'établissement partie du GHT 49 ayant un besoin identifié est :

- ☒ Centre hospitalier Universitaire d'Angers
- ☐ Centre hospitalier de Cholet
- ☐ Centre hospitalier de Saumur
- ☐ Centre hospitalier Longué-Jumelles
- ☐ Centre de Santé Mentale Angevin CESAME
- ☐ Etablissement de santé Baugeois Vallée
- ☐ Centre hospitalier de la Corniche Angevine
- ☐ Centre hospitalier de Doué-la-Fontaine
- ☐ Centre hospitalier Layon-Aubance
- ☐ Centre hospitalier Intercommunal Lys Hyrôme

Les autres établissements du GHT 49 ne sont pas concernés par la présente consultation.

2.2 Répartition des compétences de l'établissement support et des établissements parties du GHT 49

En sa qualité d'établissement support du GHT 49, le CHU d'Angers est compétent pour :

- Elaborer la politique et les stratégies d'achat, planifier les marchés,
- Procéder, dans le respect des règles prévues par les différents textes liés à la commande publique, à l'organisation de la procédure de passation du marché,
- Signer et notifier le marché,
- Procéder, pendant la phase d'exécution du marché, à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du marché,
- Réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification du marché,
- Prononcer la résiliation du marché,
- Gérer les relations précontentieuses formées par ou contre le Groupement Hospitalier de territoire de Maine et Loire, à l'exception des litiges courants propres à chaque établissement partie et des recours contentieux formés par ou contre un établissement partie.

Les autres compétences, notamment l'exécution technique financière des marchés (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, règlement des factures), relèvent des établissements parties.

Article 3 - Division en lots

Le présent marché n'est pas alloti.

Article 4 - Forme du marché(s)

Il s'agit d'un marché de services.

Article 5 - Décomposition du marché

Sans objet.

Article 6 - Décomposition du marché en parties techniques

Le marché comprend plusieurs parties techniques, au sens de l'article 22 du CCAG-PI.

Les « parties techniques » sont des prestations distinctes à exécuter par étapes chronologiques qui donnent lieu à des admissions partielles et à des paiements partiels définitifs, en application de l'article 11.7.1, 2^{ème} alinéa, du CCAG-PI.

Les parties techniques sont définies ci-dessous ; elles sont chiffrées dans l'acte d'engagement ou ses annexes financières :

Phase 1 : Diagnostic et analyse des risques et des besoins / Proposition d'un montage assurantiel pertinent et sur mesure

La partie Phase 1 débute à compter de la notification du marché, et s'achève par la décision d'admission des prestations prévues au titre de cette partie.

Phase 2 : Assistance à la rédaction du dossier de consultation et à la passation du marché d'assurances construction

La partie Phase 2 commence à compter de la validation de la phase 1 et s'achève à la notification du marché d'assurance construction.

Phase 3 : Conseil et assistance juridique permanente en matière d'assurances construction

La partie Phase 3 commence à compter de la notification du marché d'assurance construction et s'achève à la fin du marché de maîtrise d'œuvre (à la date de levée de la dernière réserve des travaux, postérieurement à la réception des ouvrages).

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le Pouvoir Adjudicateur peut décider, au terme de chacune de ces parties, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché conformément à l'article 38.3 du CCAG-PI.

Article 7 - Durée du marché et reconduction

7.1 Durée initiale

Le marché prend effet à sa date de notification et s'achève à la date de l'admission définitive des prestations exécutées par le Titulaire (durée prévisionnelle de 60 mois).

7.2 Reconductions

Sans objet

7.3 Marchés complémentaires ou de prestations similaires

Conformément à ce qui est prévu à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, pour les marchés de services, constituant des options au sens du droit communautaire, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, l'acheteur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés négociés de réalisation de prestations similaires avec le(s) Titulaire(s) de ce marché.

Article 8 - Pièces contractuelles du marché

8.1 Pièces constitutives du marché

Le marché est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- la lettre de notification du marché et, le cas échéant, son accusé réception,
- l'acte d'engagement et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant :
 - Annexes financières,
- les autres modifications éventuelles, opérées par avenant,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- La présentation synthétique du projet Convergences 1,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021, JORF n° 78 du 1^{er} avril 2021, texte n° 21),
- le mémoire technique du Titulaire,
- le Calendrier prévisionnel.

En cas de contradiction ou de différence entre ces pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Seul l'exemplaire du contrat conservé dans les archives de l'administration fait foi.

8.2 Pièces à délivrer au titulaire du marché

8.2.1 *Forme des notifications*

Il est fait application des dispositions des articles 3 et 4 du CCAG-PI avec les précisions qui suivent.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-PI, la notification du marché comprend uniquement un exemplaire de l'acte d'engagement et de ses annexes.

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en Titulaire.

8.2.2 *Notifications du marché et de ses modifications*

La notification du marché et de ses modifications est effectuée par le biais du profil d'acheteur, ou à défaut, dans les conditions prévues à l'article 3.1.1 du CCAG-PI.

L'adresse électronique faisant foi pour la notification est celle renseignée par le titulaire dans son compte utilisateur du profil d'acheteur, dont il fait usage pour le dépôt de son offre.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le titulaire est réputé avoir reçu la notification à la date de la première consultation du document qui lui a été ainsi adressé, ou à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

8.2.3 *Nantissement et cession de créance*

Le titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit à l'acheteur. Il reçoit alors de la part de ce dernier, soit une copie de l'original du marché public délivrée en unique exemplaire, soit un certificat de cessibilité, transmis par l'organisme bénéficiaire de la cession au comptable assignataire des paiements. Il est à noter que l'acheteur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et 61 du code de la commande publique est le représentant légal de l'acheteur.

8.2.4 *Notifications destinées à l'acheteur*

Les notifications destinées à l'acheteur, prévues en application des clauses du présent CCAP, telles que les observations sur bons de commande ou ordre de service, les demandes de révision de prix, les modifications affectant le Titulaire, les réclamations et différends, sont effectuées par voie postale ou électronique, à l'adresse indiquée au début du présent document.

Chapitre II - Prix et règlements

Article 9 - Contenu et caractère des prix

9.1 Contenu des prix du marché

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges et frais afférents visés à l'article 10.1.3 du CCGA/PI et nécessaires pour l'exécution du marché, ce qui inclut notamment :

- Les frais de déplacement, en cas de réalisation des prestations dans les locaux de l'acheteur ;
- les validations et vérifications consécutives à l'exécution de la mission ou des prestations connexes ;
- les frais de reprographie des documents, rapports, comptes rendus ;
- les frais postaux ;
- les frais de secrétariat ;
- les frais afférents aux assurances.

9.2 Prix de référence du marché

Les prix de référence du marché sont les prix HT qui figurent à l'acte d'engagement ou dans ses annexes financières. Ces prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres renseigné à l'acte d'engagement. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

9.3 Forme des prix

Le marché est traité à prix global forfaitaire, quel que soit le nombre d'heures réellement effectuées par le Titulaire.

En particulier, le forfait de rémunération est réputé inclure :

- la participation à toutes les réunions sur sites mentionnées dans l'offre du Titulaire ou dans le CCTP ;
- l'ensemble des frais de déplacements occasionnés par ces réunions ;
- et plus généralement, tous les frais et dépenses nécessaires à la parfaite exécution du marché.

Les prix du marché figurent à l'acte d'engagement ou dans ses annexes financières.

Le Titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que l'acheteur au titre des opérations liées au présent marché.

9.4 Variations des prix du marché

Les prix figurant à l'acte d'engagement ou sur ses annexes financières s'entendent fermes et définitifs pour la durée totale d'exécution du marché.

Conformément aux articles R.2112-9 à R.2112-12 du code de la commande publique, les prix sont actualisables lorsque le mois de démarrage du marché est postérieur de plus de 3 mois au mois de remise des offres.

Lorsqu'elle a lieu, l'actualisation est effectuée par application d'un coefficient sur les prix donné par la formule :

$$C_n = I(d-3) / I_0$$

dans laquelle I_0 et $I(d-3)$ sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché, respectivement au mois de remise des offres (M_0) et au mois $d-3$ correspondant à une date antérieure de trois mois par rapport à la date de démarrage du marché.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet du marché correspond à l'indice suivant :
l'index national Ingénierie (Identifiant INSEE : 001711010)

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG-PI, la date d'établissement du prix initial est réputée être celle du mois de remise des offres finales, mentionné en page 1 du présent document.

9.5 Application de la taxe sur la valeur ajoutée et autres taxes réglementaires

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Les taxes réglementaires, autres que la TVA, doivent être intégrées au prix unitaire HT du candidat. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du marché. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

Article 10 - Avances et retenue de garantie

10.1 Avances

Il est fait application de l'option B prévue à l'article 11.1 du CCAG-PI.

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au Titulaire du marché lorsque le montant initial de ce marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50.000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement.

Pour un accord-cadre à bons de commande comportant un montant minimum supérieur à 50 000 € HT, l'avance est accordée en une fois sur la base du montant minimum de l'accord-cadre. Dans le cas contraire, l'avance sera accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de cette avance est égal à 5% du montant initial TTC du marché, de la tranche affermie ou du bon de commande, si la durée est inférieure ou égale à douze (12) mois. Si la durée est supérieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal à : (montant initial du marché ou de la tranche affermie ou du bon de commande TTC x 12 mois / durée du marché en mois) x 5 %.

L'avance sera mandatée sur le vu d'un projet de décompte présenté par le titulaire. L'avance sera payée dans un délai maximum de 50 jours à partir de la date de réception de ce décompte.

L'avance n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, atteint ou dépasse 65 % du montant du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 % du montant initial.

Toutefois, le Titulaire peut refuser le versement de l'avance ; dans ce cas, le candidat le précisera dans l'acte d'engagement.

10.2 Retenue de garantie

Le marché ne prévoit pas de garanties financières au sens des articles R.2191-32 à R.2191-44 du code de la commande publique.

Article 11 - Modalités de règlement des comptes

11.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

En application de l'article 11.5.2 du CCAG-PI, des acomptes seront réglés au Titulaire à l'achèvement de certaines étapes de l'exécution des prestations :

Phase	DESCRIPTIF	ACOMPTE (en % du montant de la phase)
1	Diagnostic et analyse des risques et des besoins / Proposition d'un montage assurantiel pertinent et sur mesure	100 % à l'admission
2	Assistance à la rédaction du dossier de consultation et à la passation du marché d'assurances construction	30 % à la remise du Dossier de consultation 50 % à la remise du rapport d'analyse des offres 20 % à la notification du marché d'assurance construction
3	Conseil et assistance juridique en matière d'assurance construction	A l'avancement

11.2 Présentation des demandes de paiements

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI.

11.2.1 Répartition des paiements

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser. Le paiement est effectué conformément aux indications du Titulaire fournies dans la rubrique B de l'acte d'engagement ou à défaut, dans les autres documents de son offre.

11.2.2 Facture électronique

Les factures sont transmises sous forme électronique, conformément aux articles L.2192-1 et L.2192-2 du code de la commande publique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail de facturation par le Titulaire, est exclusive de tout autre mode de transmission. Si le Titulaire transmet une facture en dehors du portail de facturation, l'acheteur rejette la facture après avoir invité le Titulaire à utiliser le portail. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

En cas de facture faisant suite à l'émission d'un bon de commande, le numéro du bon de commande et le code du service sont mentionnés dans le bon de commande notifié au Titulaire.

Le numéro SIRET de l'acheteur à indiquer dans les factures, ainsi que le code du service permettant de connaître le lieu de dépose des factures sous Chorus Pro, sont renseignés en page 1 du présent document ou, en cas d'achat groupé, en annexe du CCAP.

11.2.3 Dépôt de la facture électronique

La facture électronique doit obligatoirement comporter, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture,
- La dénomination sociale, numéro SIRET et adresse du Titulaire,
- La désignation sociale et adresse du destinataire de la facture, son numéro SIRET,
- La mention du code du service en charge du paiement,
- Le numéro de facture,
- Le numéro de marché et son objet,
- Le cas échéant, le numéro du bon de commande en vertu duquel la facture est émise, et dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique,
- L'identité bancaire ou postale telle que précisée sur l'acte d'engagement,
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services,
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées,
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou des prestations réalisées,
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- Le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Les factures et autres demandes de paiement sont établies à l'ordre de l'établissement concerné.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures ou au jour de la réalisation des prestations ou au dernier jour de la période faisant l'objet de la facturation, pour les prestations qui s'exécutent de façon continue.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

11.3 Mode de règlement

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire des paiements est mentionné en page 1 du présent document ou, en cas d'achat groupé, en annexe du présent document.

Les sommes dues sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la demande de paiement de l'avance ou de l'acompte éventuel.

Le dépassement du délai de règlement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, au bénéfice d'intérêts moratoires. Ceux-ci commencent à courir dès le lendemain de l'expiration du délai de règlement, jusqu'au jour de mise en paiement inclus. Ils sont calculés sur la base du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de 8 points. Le dépassement du délai de règlement ouvre droit également au versement d'une indemnité

forfaitaire de recouvrement d'un montant de 40€. Cette indemnité s'ajoute au montant des intérêts moratoires dus.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- facturation avant service fait,...

11.4 Titulaire étranger - Langue du contrat

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi, supports de formation, doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Chapitre III - Exécution

Article 12 - Emission des ordres de service

L'ordre de service est la décision écrite émanant de la personne dûment habilitée par le Pouvoir Adjudicateur qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations constituant l'objet du marché.

Les ordres de service sont émis par le représentant de l'acheteur. Ils sont adressés au Titulaire en un exemplaire, par tout moyen permettant de conférer date certaine à leur transmission.

Article 13 - Conditions d'exécution des prestations

13.1 Description des prestations de services

Les prestations à réaliser sont décrites au Cahier des clauses techniques particulières.

13.2 Conduite des prestations

Les prestations objet du présent marché doivent être exécutées par une ou plusieurs personnes physiques nommément désignées dans l'offre technique du Titulaire.

La personne chargée de l'exécution des prestations qui ne serait plus en mesure d'accomplir sa tâche, peut être remplacée à l'initiative du Titulaire, selon la procédure décrite à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire, ou si le remplaçant est lui-même récusé, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 21.4 du présent CCAP.

En sus des stipulations du CCAG-PI, l'acheteur se réserve également le droit de demander le remplacement de la personne en charge de la conduite des prestations, au cours de son intervention, si celle-ci ne remplit pas les engagements contractés par le Titulaire vis-à-vis de l'acheteur.

13.3 Contrôle de la qualité en cours d'exécution du marché

Le Titulaire s'engage, au titre du marché qui lui est confié, à garantir la qualité des prestations qu'il délivre et leur conformité aux stipulations du présent marché.

Il garantit, de manière générale, la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art. Il s'engage à proposer durant toute l'exécution du projet des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et diffuser les résultats obtenus.

Le représentant de l'acheteur peut suivre sur place l'exécution des prestations, conformément à l'article 19 du CCAG-PI.

13.4 Collaboration des parties

L'acheteur est tenu en général à une obligation de collaboration et à ce titre met à la disposition du Titulaire toute information ou tout document qui lui seraient nécessaire pour l'exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Le Titulaire s'interdit d'interroger le personnel du Pouvoir Adjudicateur ou les acteurs liés à l'opération sans consulter préalablement le représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire garde la propriété des méthodes, du savoir-faire et des procédés qu'il aura développés ou mis en œuvre pour exécuter ses prestations.

13.5 Remise des livrables

Les prestations devant entraîner la restitution d'un livrable sont définies au Cahier de Clauses Techniques Particulières.

Le Titulaire transmet au représentant de l'acheteur les livrables indiqués au CCTP selon les modalités suivantes :

- Rapports ou mémoires demandés au CCTP : 1 exemplaire au format électronique.
- Comptes rendus de réunions ou d'entretien, ordres du jour, notes : 1 exemplaire au format électronique.
- Autres documents : 1 exemplaire au format électronique.

Les fichiers informatiques fournis par courrier électronique seront modifiables et adaptables au format Office (Word, Powerpoint, Excel). Les exemplaires informatiques sont adressés aux adresses électroniques communiquées par l'acheteur au Titulaire.

Article 14 - Modifications en cours d'exécution du contrat

Outre les stipulations relatives au prix, à la durée ou au fractionnement du marché, le présent marché comprend des clauses de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du code de la commande publique :

14.1 Ajout d'un établissement bénéficiaire

Sans objet.

14.2 Ajout de prestations complémentaires hors DPGF

Des services complémentaires ne figurant pas dans la DPGF du Titulaire pourront être intégrés au marché sous réserve que ces ajouts ne présentent pas un caractère substantiel et soient conformes à l'objet du marché.

La modification du marché est formalisée par l'établissement d'un devis remis par le Titulaire et dûment accepté par le représentant de l'acheteur.

14.3 Cession du marché

Le Titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable de l'acheteur.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra fournir :

- une déclaration sur l'honneur attestant que le cessionnaire ne tombe pas sous le coup d'un motif d'exclusion de la procédure de passation, prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique (formulaire DC1 complété) ;
- le numéro unique d'identification de l'entreprise (numéro SIREN délivré par l'INSEE) ou pour une entreprise établie à l'étranger, un document délivré par l'autorité administrative ou judiciaire compétente de son pays d'origine ou d'établissement attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- les pouvoirs des personnes habilitées à engager le cessionnaire ;
- l'attestation sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale et datant de moins de six mois ;
- une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité ;
- les autres documents établissant son aptitude à exercer l'activité professionnelle, ses garanties économiques et financières, techniques et professionnelles lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante de celui-ci ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, l'acheteur se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

L'acheteur se prononce sur l'agrément du cessionnaire au plus tard un mois après réception de la demande d'agrément, étant précisé que l'acheteur ne peut refuser une demande d'agrément que si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

14.4 Evolution législative ou réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

En cas de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer une modification des fournitures ou prestations de son offre initiale, au prix contractuel.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant l'exécution du marché que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le représentant de l'acheteur pourra négocier de bonne foi une modification en cours d'exécution du marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

Article 15 - Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu préalablement de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements, conformément aux dispositions prévues aux articles L.2193-1 et R.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Les sous-traitants de premier rang ont droit au paiement direct de leurs prestations, lorsque le montant des prestations sous-traitées atteint ou dépasse 600 € TTC.

Pour chaque demande d'acceptation de sous-traitant, le Titulaire devra fournir :

- l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) complété et signé par le Titulaire et son sous-traitant,
- la preuve des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant,
- Pour les sous-traitants de premier rang, relevé d'identité bancaire ou postal,
- Pour les sous-traitants indirects, les pièces particulières permettant de garantir leur paiement (caution personnelle et solidaire de l'entrepreneur principal).

En cas de cession ou de nantissement du marché, le Titulaire doit en outre demander la modification de son exemplaire unique ou certificat de cessibilité qui lui a été délivré. A défaut, il

joint une attestation de mainlevée bancaire, attestant que cette cession ne fait pas obstacle à l'acceptation du sous-traitant.

Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu.

En outre, toutes les obligations mises à la charge du Titulaire du marché s'imposent à l'ensemble des sous-traitants, sous la responsabilité du Titulaire.

Article 16 - Obligations générales du titulaire

16.1 Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- ses coordonnées bancaires.

Le Titulaire fait parvenir à l'Acheteur son numéro unique d'identification de l'entreprise (numéro SIREN délivré par l'INSEE) ou s'il est établi à l'étranger, un document délivré par l'autorité administrative ou judiciaire compétente de son pays d'origine ou d'établissement attestant de l'absence de cas d'exclusion, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et un relevé d'identité bancaire ou de caisse d'épargne.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'acheteur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification de la modification du contrat.

16.2 Assurance

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-PI.

Le Titulaire souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages de toutes natures (corporels, matériels ou immatériels) occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande de l'acheteur, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

16.3 Discrétion et confidentialité

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations relatives à la confidentialité mentionnées à l'article 5.1 du CCAG-PI, avec les précisions qui suivent.

Notamment, le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposés ou éventuels sous-traitants. En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans indemnité.

L'acheteur s'engage pour sa part à respecter le caractère confidentiel des données protégées par le secret industriel et commercial, notamment des méthodes, procédés, et savoir-faire employés par le Titulaire, que celui-ci aurait désigné comme telles dans le cadre de l'exécution du marché et à faire respecter par son personnel la même obligation de confidentialité.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché, et ce pour une durée de cinq (5) ans.

16.4 Sécurité

Les établissements parties ont défini, selon les dispositions des articles R. 4511-1 à R. 4515-1 du code du travail une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter.

Chaque établissement partie pourra s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché par l'établissement.

L'établissement se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Pour aider le titulaire du marché à mieux intégrer la sécurité dans son offre et en cours d'exécution des prestations, figure en annexe au présent CCAP, un document intitulé les «Risques généraux dans les établissements hospitaliers».

16.5 Règlement européen sur la protection des données Sécurités (RGPD)

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (« le règlement européen sur la protection des données [RGPD] »).

Chapitre IV - Constatation de l'exécution

Article 17 - Opérations de vérifications

Les opérations de vérification et d'admission des prestations, sont effectuées par l'acheteur et ce, conformément aux dispositions des articles 28 et 29 du CCAG-PI, sous réserve des précisions et/ou dérogations qui suivent.

Si le marché comprend des parties distinctes à exécuter en application de l'Article 5 - du présent CCAP, chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes. Ces vérifications portent sur la réalisation effective des prestations dans les conditions définies dans les documents du marché.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le Titulaire n'est pas convié aux opérations de vérification des prestations.

Conformément au CCAG-PI, l'acheteur dispose d'un délai de deux (2) mois pour procéder aux vérifications quantitatives et qualitatives et notifier sa décision à compter de la date de remise des livrables ou de la fin d'exécution des prestations.

A l'issue des opérations de vérification, le représentant de l'acheteur prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

17.1 Décisions après vérifications

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le représentant de l'établissement prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

17.2 Admission et transfert de propriété

L'admission des prestations (pour chacune des parties techniques le cas échéant) donne lieu à l'établissement d'une décision écrite notifiée au Titulaire, dans le délai imparti à l'acheteur pour procéder aux vérifications. A défaut de notification d'une décision dans ce délai, l'admission est réputée acquise.

La décision d'admission vaut attestation de service fait et permet ainsi, sous réserve de la réception de la facture correspondante, le paiement de la prestation selon les conditions prévues à l'article 11.2 du présent CCAP.

Si le marché fait naître des droits de propriété intellectuelle, le transfert des droits d'utilisation ou d'exploitation des résultats du marché est réalisé par l'admission, dans les conditions prévues à l'Article 19 - du présent CCAP.

17.3 Responsabilité

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-PI. Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux des établissements bénéficiaires du marché.

Il est par ailleurs précisé que la responsabilité du Titulaire peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au présent document.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des avaries survenant au cours des opérations de livraison. Il est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Article 18 - Garantie

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-PI, il n'est pas demandé de garantie technique.

Article 19 - Utilisation des résultats - droits de propriété intellectuelle

Le marché ne donne pas lieu à la création d'une œuvre protégée par la propriété intellectuelle.

Chapitre V- Différends, litiges et fin du marché

Article 20 - Délais d'exécution et pénalités de retard

20.1 Définition du délai contractuel

Les prestations doivent être exécutées conformément au calendrier d'exécution proposé par le Titulaire dans son offre.

Le calendrier d'exécution devient contractuel après son approbation par le représentant de l'acheteur. Il sert de référence pour le contrôle du respect des délais d'exécution et l'application des éventuelles pénalités de retard, dont le montant est précisé au présent CCAP.

Si le calendrier prévoit des étapes assorties d'un délai d'exécution, le Titulaire respecte chacun des délais intermédiaires.

Les dates de démarrage et de fin d'exécution indiquées dans ce calendrier sont susceptibles d'être modifiées d'un commun accord en fonction des contraintes du service.

Il est prévu :

- pour la Phase 1 : Diagnostic et analyse des risques et des besoins / Proposition d'un montage assurantiel pertinent et sur mesure : 1 mois

- pour la Phase 2 : Assistance à la rédaction du dossier de consultation et à la passation du marché d'assurances construction : 5 mois
- pour la Phase 3 : Conseil et assistance juridique en matière d'assurances construction jusqu'à la fin du marché de maîtrise d'œuvre (à la date de levée de la dernière réserve des travaux, postérieurement à la réception des ouvrages) : 54 mois

Le non-respect de ce(s) délai(s) entraîne l'application de pénalités dont le montant est précisé au présent C.C.A.P.

Cependant, le représentant de chaque établissement peut prolonger le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-PI, s'il est fait obstacle à l'exécution du marché du fait de l'établissement ou du fait d'un événement ayant un caractère de force majeure.

Le non-respect de ce(s) délai(s) entraîne l'application de pénalités dont le montant est précisé au présent CCAP.

Cependant, le représentant de chaque établissement peut prolonger le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-PI, s'il est fait obstacle à l'exécution du marché du fait de l'établissement ou du fait d'un événement ayant un caractère de force majeure.

20.2 Exigibilité des pénalités de retard

Les pénalités dérogent aux stipulations prévues par l'article 14 du CCAG-PI.

Les pénalités dues par les Titulaires, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels définis ci-dessus ou aux stipulations auxquelles il renvoie, les prestations des Titulaires ne sont pas entièrement réalisées ou sont imparfaitement réalisées.

Il appartient au Titulaire de faire, le cas échéant, la preuve que les manquements ou retards susceptibles d'engendrer l'application de pénalités ne lui sont pas imputables, soit qu'ils relèvent de la force majeure ou d'une cause exonératoire, soit en raison d'un manquement de l'acheteur à ses propres obligations contractuelles.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure préalable ; elles sont déduites de la facture correspondant aux prestations en retard ou des factures suivantes.

20.3 Calcul des pénalités de retard d'exécution

En cas de retard dans la livraison des fournitures ou dans l'exécution des prestations, le Titulaire encourt une pénalité égale à :

150 € par jour calendaire de retard.

20.4 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

En cas de problèmes d'exécution récurrents, constatés à trois reprises, (exécutions incomplètes, erreurs répétées sur les documents,...), une pénalité forfaitaire de 50 € pourra être appliquée par l'acheteur.

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché, constatés à trois reprises, (non-conformité des factures, changements de référence sans accord préalable de l'acheteur,...), une pénalité forfaitaire de 50 € par constat pourra être appliquée par l'acheteur.

20.5 Pénalités pour retard dans la fourniture de documents

Le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par jour calendaire de retard dans la fourniture de tous types de document qui lui serait réclamé en application du présent marché.

20.6 Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Le plafond de pénalité mentionné à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, est relevé à 20%.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Article 21 - Résiliation du marché

21.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché

La résiliation pour événements extérieurs au marché peut intervenir dans tous les cas prévus à l'article 37 du CCAG-PI.

21.2 Résiliation pour événements liés au marché

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, l'acheteur peut prononcer la résiliation de ce dernier.

Conformément aux articles 22 et 38.3 du CCAG-PI, si le marché comprend des parties techniques, l'acheteur se réserve la possibilité d'interrompre l'exécution des prestations au terme de chacune de ces parties techniques composant le marché. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

En complément des cas prévus à l'article 38 du CCAG-PI, l'acheteur pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque les parties se seront entendues au préalable, au moyen d'un échange de courriers, pour mettre un terme au marché.

Cette résiliation n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité.

21.3 Résiliation pour motifs d'intérêt général

L'acheteur peut résilier le marché pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié au marché, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, cette résiliation n'ouvre pas droit pour le titulaire à indemnité, sauf à être indemnisé de la part des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

21.4 Résiliation aux torts du Titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, et notamment, dans les cas particuliers suivants :

- en cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles ;
- lorsque le Titulaire, au cours de l'exécution du marché, tombe sous le coup d'un motif d'exclusion prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ;
- lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail.

Sauf dans les cas cités à l'article 39.2 du CCAG-PI, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Lorsque l'acheteur met le Titulaire en demeure de faire cesser sans délai une situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, la mise en demeure est assortie d'un délai de deux (2) mois, conformément aux dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet à l'acheteur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucun dommage et intérêt.

21.5 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

21.5.1 *En cas d'inexécution de la prestation en cours d'exécution*

Sauf cas de force majeure, dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, l'acheteur se réserve le droit de faire exécuter les prestations concernées aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au Titulaire défaillant.

Sauf pour les prestations ne pouvant souffrir d'aucun retard, cette exécution par défaut est précédée d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution par laquelle le Pouvoir Adjudicateur invite le Titulaire à se conformer à ses obligations, et l'informe de la sanction envisagée. A l'expiration de ce délai, à défaut de rétablissement de la situation, l'acheteur y remédie aux frais et risques du Titulaire, soit par lui-même, soit par une entreprise tierce désignée par lui.

Le Titulaire est tenu d'informer par écrit l'acheteur, de la date à laquelle il est en mesure de reprendre l'exécution normale du marché. A défaut, l'acheteur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de la période d'exécution aux frais et risques, et le Titulaire en supportera les conséquences financières.

En cas de reprise des prestations par le Titulaire, l'éventuel surcoût résultant de l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire est déduit des premières factures afférentes à la poursuite de l'exécution des prestations jusqu'au remboursement de ce surcoût.

21.5.2 *- Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire*

En application de l'article 27.1 du CCAG-PI, en cas de résiliation prononcée aux torts du Titulaire, l'acheteur se réserve le droit de faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire.

Le surcoût éventuel résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, est prélevé sur les sommes restant dues au Titulaire, sans préjudice des droits de l'acheteur à exercer un recours contre le Titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'acheteur.

Article 22 - Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable et toutes les correspondances doivent être rédigées en français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 43 du CCAG-PI.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, et après épuisement des voies de recours amiables, le différend entre les titulaires ou attributaires et l'acheteur se règle par la saisine du Tribunal Administratif de Nantes.

Chapitre VI - Dérogations au CCAG-PI

Les dérogations au CCAG-PI sont listées dans le tableau ci-après.

Nature de la dérogation	Article du CCAP	Article du CCAG-PI
Notification du marché	Article 8.2.1	Article 4.2.1
Documents contractuels	Article 8.1	Article 4
Variations des prix	Article 9.3	Article 10.1.2 (prix actualisables)
Pénalités	Article 20 -	Article 14
Délai de garantie	Article 18 -	Article 30
Résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général	Article 21.3	Article 40